



Publié le 13 mai 2021 par **Thomas Caveng**, Traducteur Juridique / Responsable Communication
t.caveng@soulier-avocats.com
Tél. : + 33 (0)4 72 82 20 80

[Lire cet article en ligne](#)

Invitation à une vidéo-conférence avec M. Drago KOS, Président du groupe de travail de l'OCDE sur la corruption



Le groupe de travail *Compliance & Investigations* du [World Law Group](#), un réseau de 59 cabinets d'avocats indépendants disposant de plus de 400 bureaux situés dans toutes les grandes places commerciales et financières à travers le monde dont notre Cabinet est membre, organise le 20 mai prochain (15h00 heure de Paris) une visio-conférence animée par M. Drago KOS, Président du Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans le cadre des transactions commerciales internationales.

M. KOS évoquera notamment les nouvelles recommandations envisagées par l'OCDE à l'issue de la consultation relative au réexamen de la recommandation anticorruption de 2009 et les accords conclus au sein



du groupe de travail sur les enquêtes multi-juridictionnelles.

Cette visio-conférence est ouverte à tous mais l'inscription est obligatoire.

[Cliquez ici pour vous inscrire !](#)

Soulier Avocats est un cabinet d'avocats pluridisciplinaire proposant aux différents acteurs du monde industriel, économique et financier une offre de services juridiques complète et intégrée.

Nous assistons nos clients français et étrangers sur l'ensemble des questions juridiques et fiscales susceptibles de se poser à eux tant dans le cadre de leurs activités quotidiennes qu'à l'occasion d'opérations exceptionnelles et de décisions stratégiques.

Chacun de nos clients bénéficie d'un service personnalisé adapté à ses besoins, quels que soient sa taille, sa nationalité et son secteur d'activité.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter notre site internet : www.soulier-avocats.com.

Le présent document est fourni exclusivement à titre informatif et ne saurait constituer ou être interprété comme un acte de conseil juridique. Le destinataire est seul responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'il contient.